

Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques

Session plénière du 14/02/2019

Délibération 01-002 : Prévention

Intervention de Juliette Brocard

Conseiller départemental de Bayonne 2

Au nom du groupe de la gauche départementale

Monsieur le Président,

Mes chers collègues,

Comme les années précédentes, nous souhaitons intervenir sur ce volet de notre politique social et en particulier celui de la prévention spécialisée qui, à la lecture de ce rapport des plus sommaire et des moyens alloués, semble être encore une fois relayée au rang dernier de vos priorités.

Dès votre arrivée en responsabilité, au moment de vos coupes budgétaires, sans doute par manque de résultats comptables (et pour cause !), vous étiez pourtant prolixes sur ce sujet, nous expliquant que l'importance de cette politique de terrain nous imposait un contrôle des actions, un meilleur encadrement, une réflexion globale, un plan à long terme pour un meilleur service.

Deux ans après, nous sommes au regret de constater que rien ne bouge, que nous devons encore attendre 1 an avant de connaître ce grand plan de prévention et donc plusieurs années avant de retrouver sur le terrain une intervention sereine des associations, des actions concrètes et efficaces.

Nous avons bien entendu les déclarations d'intentions de votre exécutif et serions prêts à vous être grés de vos actes si elles suivaient les paroles!

Comment ne pas douter de la fiabilité de la parole du politique, qui d'un côté confirme la valeur du travail social, son importance, sa compétence, et de l'autre coupe les financements aux associations avec pour conséquences la suppression de postes de travailleurs sociaux et la réduction du périmètre d'intervention des services de prévention.

Comment ne pas réagir dès lors qu'il apparaît comme une évidence que le vide laissé par le recul de l'action publique abandonne les familles à leur sort, ce vide se constituant en un véritable terreau sur lequel poussent la désaffiliation, la prolifération des extrêmes et la radicalité sous toutes ses formes.

Alors comme les années précédentes, nous souhaitons attirer votre attention M.le Président sur l'impact de vos choix sur le terrain et je souhaiterai que vous puissiez entendre et prendre au sérieux nos alertes d'élus, de l'opposition certe, mais des élus de terrain. Car à

Pau comme à Bayonne, c'est sur le périmètre de nos cantons que se déploie la majeure partie de nos actions de prévention spécialisée. Mes collègues et moi sommes de fait confrontés aux quotidiens à vos choix politiques.

Or, ce que nous constatons, plus de deux ans après, c'est que la situation est très tendue, notamment à Bayonne, où la tranquillité publique n'est plus assurée. Où est le service promis ? Qu'avez-vous fait pour remplacer les éducateurs remerciés par les associations du fait de la réduction des subventions du Département ?

Et il ne s'agit pas d'une posture mais bien d'une réalité de terrain, que personne ne peut nier.

Même le Maire de Bayonne a conscience de la dégradation de la situation, puisqu'il annonce le recrutement en urgence de policiers et d'un chien renifleur ! Comme d'autres en leurs temps, il pose les bons diagnostics mais n'apporte pas les bonnes réponses.

Sans plus polémiquer sur ce sujet, ce n'est pas le lieu, nous souhaiterions que notre institution prenne la mesure de ces difficultés et agisse dans le cadre de ces compétences.

L'année dernière, nous vous avons demandé de nommer un médiateur chargé de coordonner le travail à mener avec toutes les associations pour reprendre ce travail de prévention indispensable. Nous réitérons cette demande.

Et puis, Parallèlement à la prévention, le département finance le GIP DSU de l'agglomération bayonnaise, apparemment sans contrôle particulier, puisque certaines actions financées, sont bien loin des enjeux d'insertion et d'emploi dans lesquels elles devraient s'inscrire. Son action se déroule dans l'opacité la plus totale, et j'en profite d'ailleurs pour regretter – vous noterez l'euphémisme – que s'agissant d'un dispositif agissant sur notre seul territoire, à Christophe Martin et à moi-même, vous nous avez dénié le droit de siéger dans cette institution ! Nous en refaisons la demande mais surtout vous demandons Monsieur le Président de faire porter par nos services un regard attentif sur l'activité de cette structure.

Je finirai au risque de me répéter, par vous rappeler que la prévention spécialisée c'est aussi un lien pour relayer la parole des familles vers les pouvoirs publics. La prévention spécialisée, c'est le dernier dispositif d'éducation qui va à la rencontre des jeunes et jeunes adultes en marge ou en risque de marginalisation, sans distinction aucune, et qui n'attend pas les crises ou les passages à l'acte pour agir.

En retirant la prévention spécialisée c'est un peu plus d'éducation que vous supprimez, en laissant un vide, que ni l'école, ni les services sociaux n'ont les moyens de combler.

Travailler sur le terrain humain, dans la rue, n'est pas chose facile et il faut donc que des agents soient sur place, suffisamment nombreux et avec les moyens d'agir, de proposer, d'accompagner. Toute action en ce sens ne doit pas seulement être affichée comme une dépense sociale mais aussi comme un engagement vers l'avenir, une volonté d'insertion de tous dans la société.

Arrêtons de laisser de côté des quartiers entiers, nous ne pouvons pas les sacrifier sur l'hôtel de la rigueur budgétaire et faisons en sorte que cette collectivité assume son rôle, au service de celles et ceux qui en ont aujourd'hui besoin, encore plus qu'hier.

Je vous remercie.